

**RÈGLEMENT DE CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE PRIVÉE ( R C )  
PHASE CANDIDATURES**

**Maître de l'ouvrage**

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

**Conducteur d'opération**

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE SUD-OUEST

**Objet de la consultation**

**Projet N° 25083  
DAF20260070**

**CHATEAUBERNARD (16) – Citadelle Général Bergé – 1<sup>er</sup> RPIMA**

**Construction d'un bâtiment EVAT 90 places**

**Marché de maîtrise d'œuvre privée  
Phase candidatures**

Identifiant COSI : 460 102

**Remise des candidatures**

**Date et heure limite de réception : [le jeudi 19 mars 2026 – 16h00](#)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
2.1. DESCRIPTION DE L'OPERATION.....	3
2.2. DESCRIPTION DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE.....	5
2.3. DUREE DU MARCHE TRAVAUX.....	7
<b>ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
3.1. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT.....	7
3.2. CONDITIONS PROPRES AUX MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	8
<b>ARTICLE 4. PROCEDURE.....</b>	<b>8</b>
4.1. TYPE DE PROCEDURE.....	8
4.2. FORME JURIDIQUE DU SOUSMISSIONNAIRE.....	8
<b>ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES.....</b>	<b>9</b>
5.1. GENERALITES.....	9
5.2. MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
5.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES DES ENTREPRISES SUR LA PLACE.....	9
5.4. VISITE DU SITE.....	9
5.5. CONTENU DES PLIS.....	10
5.6. MODALITE D'ENVOI OU DE DEPOT DES CANDIDATURES.....	10
5.7. CONVENTION DE NOMMAGE.....	10
<b>ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES.....</b>	<b>11</b>
6.1. NOMBRE DE CANDIDATURES ADMISES.....	11
6.2. JUGEMENT DES CANDIDATURES.....	11
<b>ARTICLE 7. PRECISIONS SUR LA PHASE OFFRES.....</b>	<b>13</b>
7.1. CRITERES DE SELECTION PHASE OFFRE.....	13
7.2. INFORMATION SUR LA DEMARCHE D'HOMOLOGATION DES SYSTEMES INDUSTRIELS D'INFRASTRUCTURES.....	13
7.3. INFORMATION SUR LES CONTROLES PRIMAIRES DES PERSONNES PHYSIQUES.....	14
7.4. INDEMNITES DE CONCOURS.....	15
<b>ARTICLE 8. PROCEDURE DE RECOURS.....</b>	<b>15</b>

### Liste des annexes au règlement de concours :

- **Annexe 1** : Tableau de présentation du groupement et cadre de présentation des références
- **Annexe 2** : Synthèse du programme
- **Annexe 3** : Clause de dématérialisation

## ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

Adresse postale :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest  
Caserne Nansouty  
223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest  
Caserne Pelleport  
9 rue de Cursol - 33 000 Bordeaux

## ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1. Description de l'opération

#### *2.1.1. Lieu de l'opération*

CHATEAUBERNARD (16) – BA 709 – 1 route de Barbezieux

#### *2.1.2. Descriptif sommaire de l'opération*

L'opération consiste à construire un bâtiment au profit de l'escadron de protection, au sein de la zone vie de la base aérienne 709 à Chateaubernard (16).

Le but de cette opération est d'adapter les infrastructures pour répondre à une augmentation des effectifs liée à l'évolution des besoins de protection de la BA 709.

Les deux bâtiments existants CG0 et T14 destinés à l'escadron de protection ne permettront pas d'accueillir les effectifs supplémentaires et les besoins associés prévus dès 2025.

Les besoins exprimés nécessitent donc la construction d'un nouveau bâtiment à proximité des deux bâtiments existants.

Les besoins attendus sont les suivants :

- 1 salle d'instruction dimensionnée pour accueillir 40 personnes. Cette salle servira également de PC Crise délocalisé,
- 1 salle de stockage logistique,
- 2 bureaux pour 4 personnes,
- 1 bureau de 5 personnes,
- des sanitaires, des vestiaires pour 104 personnes,
- des stationnements VL, motos, et vélos,
- des adaptations de sécurité intrusion (SECPRO).

Une synthèse du programme de travaux est transmise en annexe 2 du présent document.

#### *2.1.3. Estimation prévisionnelle du montant des travaux*

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est estimée au stade de la candidature à **2 250 000,00 € HT – 2 700 000,00 € TTC (janvier 2026)**.

Le programme est en cours de finalisation au moment du lancement de la phase candidatures de ce marché, le montant estimé de l'enveloppe financière prévisionnelle est susceptible d'être légèrement modifié en phase offres.

#### 2.1.4. Calendrier de l'opération

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération s'établit comme suit :

- Choix des candidats : **1<sup>er</sup> trimestre 2026**
- Consultation des candidats retenus : **2<sup>ème</sup> trimestre 2026**
- Choix du lauréat : **2<sup>ème</sup> semestre 2026**
- Notification du marché de maîtrise d'œuvre : **2<sup>ème</sup> semestre 2026**
- Objectif de notification du marché de travaux : **2<sup>ème</sup> semestre 2028**
- Démarrage du délai d'exécution : **1<sup>er</sup> semestre 2029**
- Durée des travaux : **17 mois de travaux dont 3 mois de période de préparation**
- Livraison : **2<sup>ème</sup> semestre 2030**

La durée estimée du marché est de 54 mois (garantie de parfait achèvement incluse).

#### 2.1.5. Présentation des acteurs de l'opération

Les principaux acteurs de l'opération sont les suivants :

<b>Conducteur d'opération</b>	Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest / SD Investissement
<b>Maîtrise d'œuvre</b>	Présent marché
<b>Contrôleur technique</b>	<p><i>Sera communiqué ultérieurement</i></p> <p>Missions confiées à titre indicatif :</p> <p><u>*Missions de base :</u></p> <p>L = solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables ; et S = sécurité des personnes dans les constructions.</p> <p><u>*Missions complémentaires :</u></p> <p>P1 = solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ; F = fonctionnement des installations ; PH = Isolation acoustique des bâtiments ; Th = isolation thermique et économies d'énergie ; Hand = accessibilité des personnes handicapées ; HYS = hygiène et sécurité dans les bâtiments d'habitation ou autres bâtiments ; VIEL = vérification initiale des installations électriques</p> <p>Le contrôleur technique formalisera son avis sur les documents de conception et d'exécution.</p>
<b>Coordonnateur SPS</b>	<p><i>Sera communiqué ultérieurement</i></p> <p>Mission de niveau 2 sur les phases « conception » et « réalisation »</p>
<b>Etudes et diagnostics</b>	<p>A réaliser, par la maîtrise d'ouvrage, en phase conception (APD, PRO)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes géotechniques</li> </ul> <p>Dans le cadre de sa mission de conception, le maître d'œuvre précisera ses besoins (types de sondages, quantitatifs et implantations souhaitées) au maître d'ouvrage.</p>

## 2.2. Description du marché de maîtrise d'œuvre

### 2.2.1. *Objet du marché de maîtrise d'œuvre*

Le marché est un concours restreint sur esquisse en application de l'article L 2125-1 2° du code de la commande publique.

Il comprend une mission de base - construction d'ouvrage de bâtiment (ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR), sans étude d'exécution, en application du livre IV du code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, en incluant le management du BIM.

Il comprend également les missions complémentaires suivantes :

- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)
- Bâtiment et Informations Modélisées (BIM)

### 2.2.2. *Précisions sur le BIM*

Le titulaire du marché devra utiliser pour toute la durée de l'opération une maquette numérique pour tous les éléments (VRD, infrastructures, équipements techniques, ...). Cette maquette numérique : **LOD 200 – Niveau 2**, comprendra des caractéristiques géométriques (coupes, plans, élévations, etc.) et des renseignements sur la nature de tous les objets utilisés (composition, propriétés physiques, mécaniques, comportement, etc.).

Le présent marché de maîtrise d'œuvre doit s'inscrire pleinement dans cette démarche BIM, qui ne remet pas en question le séquençement des études de conception tel qu'il est défini par la réglementation.

La procédure BIM (Bâtiment et Informations Modélisées), à travers cette maquette numérique, devra être un outil de travail mis à jour en continu et tout élément validé par le conducteur d'opération et ses assistants techniques (ATMO) y seront intégrés.

Le standard ISO unique applicable pour cette opération est le format IFC (« Industry Foundation Classes»). Il permet de décrire des objets (murs, fenêtres, espaces, poteaux, etc.), leur caractéristiques et leurs relations. Les IFC font partie de la norme internationale STEP ou « standard for Exchange of product data » (ISO 10 303). Il sera également appliqué la norme XP P07-150 (méthode de définition et gestion des propriétés descriptives des produits et systèmes pour le BIM et autres échanges numériques) dans le cadre de cette opération.

Ainsi, la mission de base inclut le management du BIM, permettant notamment l'établissement et le suivi de la maquette numérique. Le processus de BIM management prévoira la compilation des Maquettes Numériques métiers de tous les intervenants afin de constituer une représentation numérique du projet. Il assurera à minima la consolidation de la maquette numérique aux points d'étapes du cycle de l'ouvrage :

- La conception
- La réalisation
- L'exploitation avec la remise du dossier des ouvrages exécutés

Il sera en charge de piloter l'élaboration de la convention BIM. La convention BIM sera élaborée, rédigée et mise à jour en coordination et accord avec l'ensemble des parties intervenantes concernées.

La plateforme BIM, accueillant la maquette numérique et tous les moyens logiciels liés au BIM management, sera hébergée et gérée par le BIM Manager. La convention BIM reprendra notamment les protocoles d'échanges entre tous les contributeurs du BIM et les conditions de sauvegarde, d'archivage et de traçabilité de toutes les interventions.

### 2.2.3. Type de marché

Le marché est un marché de services ; nomenclature CPC : catégorie 12.

### 2.2.4. Nomenclature communautaire pertinente

Classification CPV : Service d'architecture, service d'ingénierie et service d'inspection : 710 00000-8

### 2.2.5. Descriptif des prestations demandées

Les missions du présent marché de maîtrise d'œuvre comprennent la mission de base et les missions complémentaires décrites ci-dessous :

#### ➤ **Mission de base :**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre comprend une mission de base – construction d'ouvrage de bâtiment – sans étude d'exécution, avec obligatoirement deux engagements du titulaire du marché :

- Engagement n° 1 : respect du coût prévisionnel des travaux,
- Engagement n° 2 : respect du coût résultant des marchés de travaux.

#### **En conception :**

<b>ESQ</b>	Esquisse (phase concours) – Achèvement des études d'esquisse selon les remarques du jury et de l'administration pour le lauréat du concours
<b>APS</b>	Avant-projet sommaire
<b>APD</b>	Avant-projet définitif
<b>PRO</b>	Etudes de projet
<b>ACT</b>	Assistance au Maître d'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux

#### **En réalisation :**

<b>VISA</b>	Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs.
<b>DET</b>	Direction de l'exécution des contrats de travaux
<b>AOR</b>	L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA)

#### ➤ **Missions complémentaires :**

<b>Mission OPC</b>	Le chargé de mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) se verra confier les prestations prévues dans l'article R 2431-17 du code de la commande publique
--------------------	---

(\*) Les membres du groupement de maîtrise d'œuvre feront l'objet d'une enquête de sécurité pour accéder librement au site militaire et accompagner, si nécessaire, toutes personnes ou sociétés tierces devant intervenir en phase conception sur l'opération pour des diagnostics demandés par le Maître d'œuvre.

La durée d'instruction d'un contrôle élémentaire, de trois mois, ne permet pas d'accréditer les sociétés devant faire des diagnostics complémentaires sous peine de ne plus maîtriser les délais de conception. **Elles seront donc accompagnées par le Maître d'œuvre comme stipulé ci-dessus.**

### 2.2.6. *Marché fractionné*

Le marché est scindé en sept (7) parties techniques distinctes comme définies ci-dessous :

Partie technique	Mission de base - éléments de mission	Missions complémentaires
1	ESQ	BIM
2	APS	OPC – BIM
3	APD	OPC – BIM
4	PRO	OPC – BIM
5	ACT	OPC – BIM
6	VISA + DET	OPC – BIM
7	AOR (dont GPA)	OPC – BIM

### 2.2.7. *Allotissement*

Le présent marché de maîtrise d'œuvre privée n'est pas alloti.

### 2.2.8. *Variantes*

Sans objet

## 2.3. Durée du marché travaux

La durée estimée du marché est de 54 mois (garantie de parfait achèvement incluse).

## ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

### 3.1. Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'Etat ;
- Prix du marché : La mission du maître d'œuvre donne lieu à une rémunération forfaitaire fixée contractuellement. Son montant tient compte de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux ;
- Le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté à l'issue de l'élément de mission « APD » ;
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement ;
- Règlement des comptes : les prix sont révisables ;
- Délais de paiement : le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours, conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique. Il est indépendant de la durée contractuelle d'exécution du marché.

### **3.2. Conditions propres aux marchés de prestations intellectuelles**

Les prestations sont réalisées par un ou des prestataires ayant des compétences dans les domaines de l'architecture, des techniques du bâtiment et de l'économie de la construction.

Ne peuvent participer au concours, directement ou indirectement, les personnes qui auront pris part à son organisation, à l'élaboration du programme du concours, les membres de leurs familles, descendants ou ascendants et leurs collatéraux, leurs associés groupés ou non, ayant des intérêts professionnels communs, ainsi qu'aux membres du jury sauf à apporter la preuve que l'expérience acquise ne peut fausser la concurrence.

Toute infraction sera sanctionnée par la disqualification immédiate de l'équipe à laquelle aurait participé une personne soumise à la présente interdiction. Cette exclusion sera prononcée par décision motivée du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 4. PROCEDURE**

### **4.1. Type de procédure**

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est passé selon la procédure du concours, en application de l'article L 2125-1 2°, des articles R 2172-1 à R 2172-6 et R 2162-15 à R 2162-25 du code de la commande publique. Il s'agit d'un concours restreint sur Esquisse.

Le présent marché est également soumis au livre IV du code de la commande publique « *dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre* ».

### **4.2. Forme juridique du soumissionnaire**

Le marché sera passé avec un groupement de prestataires qui auront au minimum les compétences suivantes :

- en architecture,
- en ingénierie :
  - VRD
  - structure / gros œuvre
  - électricité courants forts et faibles (dont informatique et réseaux IP)
  - plomberie, CVC, fluides
  - thermique du bâtiment :
    - Qualification OPQIBI rubrique 1332 ; Etude thermique réglementaire « bâtiment collectif d'habitation et/ou tertiaire ou équivalent
    - Qualification OPQIBI rubrique 1224 Maîtrise d'œuvre de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment ou équivalent
    - Qualification OPQIBI rubrique 1327 Maîtrise d'œuvre de la performance énergétique dans le traitement climatique des bâtiments ou équivalent
  - acoustique
- économie de la construction - qualification OPQIBI n° 2202 ou équivalent
- en ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) - qualification OPQIBI n° 0301 ou équivalent. **L'OPC devra impérativement être assurée par un cotraitant distinct de l'architecte mandataire.**
- en management du BIM - qualification OPQIBI n° 1921 et 1922 ou équivalent

**La forme imposée après l'attribution sera le groupement conjoint.**

Le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché.

Conformément à l'article R 2142 -27 du code de la commande publique, **le mandataire sera l'architecte.**



**Il est interdit aux candidats présentant les compétences en :**

- « architecture »,
- en ingénierie :
  - o « VRD »
  - o « Structure/Gros œuvre »
  - o « électricité courants forts et faibles »
  - o « plomberie, CVC, fluides »

**de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements.**

**Un BET TCE peut candidater à plusieurs groupements sauf sur les compétences précédemment citées.**

**Les membres présentant les autres compétences peuvent être membres de plusieurs groupements.**

## **ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES**

### **5.1. Généralités**

Les dossiers des candidatures seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les dossiers en langues étrangères accompagnés d'une traduction en français seront recevables.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante “ EURO ”.

### **5.2. Modifications de détails au dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **5.3. Renseignements complémentaires des entreprises sur la PLACE**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **5.4. Visite du site**

Il n'y a pas de visite de site prévue en phase candidatures.

## 5.5. Contenu des plis

### 5.5.1 - Contenu du pli électronique

Eléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME renseigné ou DC1
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
	Un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ; <i>le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2025 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement
	Le tableau des références (annexe 1 complétée)
	Une note méthodologique sur la qualité de l'équipe projet, comme évoquée à l'article 6.2.2 du présent RC.
	Une lettre de motivation comme évoquée à l'article 6.2.3 du présent RC.

**Toute candidature incomplète pourra être rejetée**

**NB :** En application de l'article L 2141-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.  
La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article L 2141-7 du code de la commande publique précité, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application du 1° de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

## 5.6. Modalité d'envoi ou de dépôt des candidatures

Voir les clauses de dématérialisation, annexe 3 au RC.

## 5.7. Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type : **N° de projet – intitulé du document** (DC1- DC2 – Kbis - annexe1 – lettre de motivation – note méthodologique - Qualifications etc...).

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

## ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES

### 6.1. Nombre de candidatures admises

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera, après avis d'un jury, à la sélection de **trois (3) candidats** maximum, étant précisé que si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidats était inférieur, le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Après avis du même jury sur les offres des candidats sélectionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra engager une phase de négociation avec le ou les lauréat(s) conformément à l'article R 2122-6 du code de la commande publique.

### 6.2. Jugement des candidatures

Les critères de jugement des candidatures sont énumérés ci-après. Les candidatures recevables seront notées et classées en application des critères ci-dessous.

Les candidatures sélectionnées seront celles qui obtiendront le plus de points. Elles seront évaluées sur un total de 100 points répartis de la façon suivante :

#### 6.2.1. Critère n° 1 - qualité des références présentées par le groupement (sur 60 points)

Sous-critères	Éléments permettant l'évaluation
<b>Qualité de la référence présentée pour l'architecte mandataire (sur 20 points)</b>	⇒ <b>Une (1) référence « A »</b> permettant de juger des capacités des candidats à projeter et suivre la présente opération couvrant la mission de base de maîtrise d'œuvre privée pour une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment ( <b><u>le candidat devra avoir été mandataire sur l'opération présentée</u></b> ), de complexité équivalente.

<b>Qualité des références présentées pour les compétences techniques (sur 40 points)</b>	⇒ <b>Une (1) référence « B »</b> couvrant la mission de « Structure/Gros œuvre » (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. <b>Cette référence sera notée sur 10 points.</b> ⇒ <b>Une (1) référence « C »</b> couvrant la mission d'économiste de la construction (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment de complexité équivalente <b>Cette référence sera notée sur 10 points.</b> ⇒ <b>Une (1) référence « D »</b> couvrant la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment de complexité équivalente <b>Cette référence sera notée sur 10 points.</b> ⇒ <b>Une (1) référence « E »</b> couvrant la mission Bâtiment et Informations Modélisées (BIM) (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment de complexité équivalente. <b>Cette référence sera notée sur 10 points</b>
--	--

Ces références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe 1 du présent règlement. **Les candidatures ne respectant pas ce formalisme seront déclarées irrecevables.**

Le membre du groupement portant la référence A pourra présenter une référence d'une opération en CCAEM (conception, construction, aménagement, entretien, maintenance) s'il a été **architecte principal** sur l'opération présentée (mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre). Cependant, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

Une référence en CCAEM pour laquelle le candidat n'aura pas été architecte principal ne sera pas prise en compte.

Pour la **référence « A »**, le candidat fournira également des **pièces graphiques** à sa libre expression, comprenant des plans, coupes, élévations, perspectives (1 photo intérieure et 1 photo extérieure au minimum).

Ces pièces graphiques seront présentées sous forme de 3 affiches format équivalent A3\*

**\*le maître d'ouvrage doit être en capacité d'imprimer lisiblement ce document en format A3**

Dans l'hypothèse où des éléments graphiques seraient transmis par les candidats pour les autres références (B, C, D, E), ces éléments ne seront pas pris en compte dans la notation de la candidature.

Les références présentées doivent se rapporter à des opérations livrées. Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

Les références présentées doivent dater de moins de 8 ans pour la **référence « A »** à compter de la date de réception des travaux, et de moins de 5 ans pour **les autres références** à compter de la date de réception des travaux.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

Les certificats de capacités réalisés et signés par des maîtres d'ouvrages, évaluant la qualité de la mission réalisée, devront être joints pour chacune des références et nominatifs.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

**Enfin, si au cours de l'évaluation des candidatures, il apparaît que la note de la référence A est inférieure à la note de 10 sur 20 et/ou la note de la référence B est inférieure à 5 sur 10, la candidature concernée sera éliminée et les autres éléments de la candidature ne seront donc pas évalués.**

**NB : les candidats doivent décrire de manière exhaustive leur rôle et implication dans les prestations objet de la référence.**

#### 6.2.2. Critère n° 2 - qualité de l'équipe projet (sur 25 points)

critère	Eléments permettant l'évaluation
<b>Qualité de l'équipe projet (sur 25 points)</b>	<p>Ce point sera jugé à partir d'une note méthodologique dans laquelle le candidat détaillera la constitution de l'équipe (organigramme de l'équipe projet avec identification de chaque personne, son CV, ses qualifications), la répartition des missions et le rôle de chaque intervenant.</p> <p>La note méthodologique est limitée à cinq (5) pages A4 (2 feuille recto/verso + 1 feuille recto) police times new roman, calibre ou équivalent 12, hors CV des membres de l'équipe.</p>

**6.2.3. Critère n° 3 – lettre de motivation (sur 15 points)**

critère	Eléments permettant l'évaluation
<b>Lettre de motivation (sur 15 points)</b>	<p>Sur la base de la synthèse du programme jointe en annexe n° 2 au présent RC, le candidat fournira une lettre de motivation en lien avec l'opération objet de la consultation, présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sa compréhension des enjeux du projet, des contraintes réglementaires et des contraintes liées au site.</li> <li>• l'adéquation entre les enjeux/contraintes ci-dessus évoqués et les références/compétences du groupement de Maîtrise d'œuvre.</li> </ul> <p>Cette lettre sera limitée à trois (3) pages (1 feuille recto/verso + 1 feuille recto) police 12 type Arial, Calibri, ou Times new roman</p> <p><b>En cas d'absence de la lettre de motivation dans la candidature, cette dernière sera jugée irrecevable et éliminée.</b></p>

**L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute candidature incomplète pourra être écartée.**

**ARTICLE 7. PRECISIONS SUR LA PHASE OFFRES****7.1. Critères de sélection phase offre**

Les candidats retenus devront produire un dossier technique sur la base d'une esquisse.

Les critères de sélection des projets en phase offre sont les suivants :

- Evaluation réponse technique – sur 50 points ;
- Evaluation réponse architecturale – sur 30 points ;
- Evaluation réponse économique – sur 20 points.

**7.2. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures**

La présente opération est soumise à une démarche SSII (sécurité des systèmes industriels d'infrastructure), qui aura pour but de maîtriser au mieux les risques pour le bâtiment, pour ses occupants et pour son activité en cas de cyber-attaque.

Le présent marché est susceptible de s'inscrire dans une démarche d'homologation pour chaque système industriel d'infrastructure (SSII) mis en place (du type gestions techniques, CVC, contrôle d'accès, vidéo surveillance, détection d'intrusion, traitement de l'eau et de l'incendie, ...), ainsi que tous les systèmes informatiques communs inhérents au fonctionnement de la supervision et du cœur du système, tel que les serveurs, les sauvegardes, la gestion du réseau IP ...

La démarche d'homologation est une démarche qualité appliquée à la sécurité.

Cette procédure se traduit par un dossier d'homologation initié par la maîtrise d'ouvrage puis construit par le maître d'œuvre privé via les cahiers des charges des entreprises travaux.

Ce dossier est ensuite certifié par une décision délivrée par l'autorité d'homologation.

Cette décision d'homologation atteste que le système d'information considéré est apte à traiter des informations d'un niveau de classification donné, conformément aux objectifs de sécurité visés, et que les risques de sécurité résiduels sont acceptés et maîtrisés.

**La démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures s'inscrit dans la mission de base du maître d'œuvre. L'appel d'offres travaux devra stipuler que le ou les titulaires des lots concernés par la problématique cyber devront organiser les éléments liés à cette démarche et, de ce fait, devront posséder les compétences nécessaires au respect des exigences dites de cyber sécurité.**

A ce titre, les actions du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

- En phase conception : inclure les exigences techniques imposées par la maîtrise d'ouvrage en termes de certifications des équipements par exemples, et de validation ANSSI pour ce qui est des systèmes et logiciels ainsi que de l'architecture informatique proposée.
- En phase réalisation :
  - Transmettre aux entreprises les modèles de documents fournis par la maîtrise d'ouvrage et relatifs aux équipements installés, (fiches produits et fiches de validation types, par exemple)
  - Collecter les informations et les documents complétés auprès des entreprises,
- En phase de réception : assister le maître d'ouvrage dans la réalisation des tests de sécurité, lors des opérations préalables à la réception, obtenir un DOE exhaustif, adapté et strictement représentatif des installations et systèmes mis en œuvre.

Toutes les informations relatives à la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures sont consultables sur le site de l'ANSSI (Agence National en Sécurité des Systèmes d'Information).

Le candidat devra notamment prendre connaissance des documents intitulés « la démarche d'homologation en 9 étapes simples », « maîtriser la SSII pour les systèmes industriels » et « exigences de cyber sécurité pour les prestataires d'intégration et de maintenance de systèmes industriels ».

**Le maître d'ouvrage pourra recourir à différents moyens pour mettre en œuvre la démarche d'homologation :**

- soit il initiera lui-même la démarche d'homologation en interne ;
- soit il aura recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage spécifique.

### **7.3. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques**

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle élémentaire.

En plus des procédures d'accès au site (badge, sas,...), toute personne (Maître d'œuvre, entreprises travaux,...) amenée à pénétrer sur le site doit faire l'objet d'une enquête de sécurité préalable.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de fiche de contrôle primaire de **trois (3) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches sera fourni dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle élémentaire, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

#### 7.4. Indemnités de concours

Chaque équipe concurrente retenue pourra recevoir une indemnité forfaitaire non révisable, d'un montant ne pouvant dépasser **13 000 € TTC**.

Le cas échéant, le jury pourra proposer la réduction ou la suppression des primes à verser aux participants dont les prestations ne sont pas suffisantes eu égard au règlement du concours.

La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de l'indemnité perçue au titre de ce concours par le concurrent attributaire (article R 2172-6 du code de la commande publique).

La facture ne pourra être émise par le mandataire de chaque groupement qu'après réception du courrier indiquant le rejet de l'offre.

#### ARTICLE 8. PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, CS 21490, 33063 Bordeaux Cedex (tél. : 05.56.99.38.00) – Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

A Bordeaux, le 04/02/25

L'ingénieur civil de la défense hors classe  
Jean-Louis PAYROT  
Sous-directeur Investissement  
du Service d'Infrastructure de la Défense  
Sud-Ouest